

## ANALYSE

*De l'eau de la fontaine de Vimont, située près le château de M. Duhamel, paroisse de Saint-André-d'Hebertot, canton de Blanges, arrondissement de Pont-l'Évêque, département du Calvados, le 20 juillet 1829; par M. VAUQUELIN (1).*

La source de la fontaine de Vimont, qui sourd au pied d'un petit coteau, est très-abondante; elle fait tourner un moulin à farine, situé à très-peu de distance de là. La quantité d'eau qu'elle fournit ne paraît pas éprouver de variation sensible dans les différentes saisons de l'année. Sa température est de 11 degrés 70 centièmes, celle de l'air étant de 19 degrés 20 centièmes (thermomètre centigrade); elle est extrêmement limpide; sa saveur est délicate et fraîche, et le savon s'y dissout assez bien.

Les réactifs auxquels je l'ai soumise n'y ont indiqué que du carbonate de chaux (craie), avec une petite quantité d'acide carbonique libre. C'est une chose digne de remarque, que les eaux de cette contrée ne contiennent ni sulfate, ni muriate d'aucune espèce : les marnes mêmes qui se trouvent à cent pieds de profondeur, n'en recèlent pas non plus un atome.

J'ai déterminé la quantité de carbonate de chaux par l'oxalate d'ammoniaque et le sous-phosphate de soude.

Le premier de ces réactifs a donné, pour un litre d'eau,

---

(1) Cette analyse était adressée à madame Duhamel qui avait reçu M. Vauquelin lors de son dernier voyage. A. CHEVALLIER.

33 centigrammes d'oxalate de chaux desséché au soleil ; ce qui correspond à 24 centigrammes de carbonate.

Le deuxième réactif a fourni 25 centigrammes de phosphate de chaux, qui représentent la même quantité de carbonate de chaux. L'acide carbonique libre a été apprécié au moyen de l'ammoniaque et de l'eau de chaux, employée successivement sur la même quantité d'eau. Le précipité obtenu par l'ammoniaque pesait 21 centigrammes, et celui produit par l'eau de chaux pesait 9 centigrammes, qui contiennent 4,05 d'acide carbonique, ou environ 22,66 centimètres cubes par litre d'eau.

Ce procédé, je pense, ne laisse rien à désirer sur son exactitude ; par la seule action de l'eau, l'ammoniaque n'y produisait pas de précipité.

Les résultats précédens prouvent que l'eau de la fontaine de Vimont ne contient que  $\frac{1}{4000}$  de son poids de carbonate de chaux, c'est-à-dire, 1 sur 4000. D'où l'on peut conclure que c'est une des plus pures et des plus légères que l'on connaisse.

On demandera peut-être dans quel but ou quel intérêt j'ai entrepris l'analyse d'une eau si simple ; je répondrai que je n'ai eu d'autre motif que celui d'éviter l'ennui qui m'obsède quand je ne suis pas occupé.

Au reste, il serait à désirer que toutes les eaux dont les hommes et les animaux font leur boisson habituelle fussent exactement connues dans leur composition. C'est une étude qu'Hippocrate recommandait par-dessus tout aux médecins de son temps, persuadé que les eaux ont une grande influence sur la santé.

On acquiert par-là d'ailleurs des notions souvent curieuses sur la nature des terrains à travers lesquels passent les eaux. Ici, par exemple, il est évident que celle dont il s'agit traverse une couche de terre calcaire.

Je me trompais cependant en disant que je n'avais pas eu de raison pour m'occuper de ce travail ; baptisé avec cette eau, elle m'intéresse, car je crois, à cause de sa pureté, qu'elle est plus propre que toute autre à effacer la tache originelle.

---

### NOUVEAU PROCÉDÉ

*Pour la préparation du cyanure de mercure, par MM. A. CHEVALLIER et DELESCHAMPS.*

Le cyanure de mercure étant employé depuis quelques années en grande quantité pour la préparation de l'acide hydrocyanique, nous avons cru devoir faire connaître un procédé simple et facile pour obtenir ce cyanure, procédé qui n'est pas décrit dans les traités de chimie (1).

Il y a six ans, nous avons déjà essayé d'obtenir le cyanure de mercure par ce procédé, mais nous n'avions pas songé à le faire connaître.

Voici le mode d'opérer :

On prend huit onces de prussiate de potasse du commerce, on le réduit en poudre grossière, on l'introduit dans un ballon, on ajoute huit onces d'eau distillée, on laisse en contact pendant quelques heures, on met le ballon sur un triangle placé sur un fourneau, on ferme la tubulure par un bouchon qui supporte deux tubes, l'un en S, l'autre de Welter à double courbure ; l'extrémité de ce dernier va

---

(1) Ce procédé était connu de M. Gay-Lussac, qui nous a dit l'avoir employé avec succès ; mais il nous a engagés à le faire connaître, à cause de son utilité.

plonger au fond d'un flacon de trois litres, qui contient un litre et demi d'eau distillée, dans laquelle on a délayé cinq onces et demie d'oxide rouge de mercure réduit en poudre très-fine. De ce flacon, part un deuxième tube à double courbure, dont l'extrémité plonge dans un deuxième flacon contenant cinq à six onces d'eau distillée; cette eau est destinée à condenser le gaz acide hydrocyanique qui ne se serait pas combiné avec l'oxide de mercure, ou qui ne se serait pas condensé dans l'eau du premier flacon.

L'appareil monté, on lute exactement toutes les jointures, et lorsque le lut est sec, on ajoute, par le tube en S, quatre onces et demie d'acide sulfurique à 66°, qu'on a étendu de cinq onces d'eau; on met alors quelques charbons sous le fourneau, et on laisse réagir, puis on élève successivement la température de manière à porter à l'ébullition; on continue de chauffer pendant une heure et demie.

Pendant l'opération, on a soin de rafraîchir les flacons dans lesquels l'acide doit se condenser, soit par un filet d'eau continu, ou mieux à l'aide d'un mélange réfrigérant.

On doit, vers la fin de l'opération, faire attention à la manière dont on conduit le feu, parce que le résidu contenu dans le ballon pourrait se boursoufler, et passer dans le premier flacon (1).

Lorsque l'opération est finie, on laisse refroidir l'appareil, on le démonte, on recueille l'eau qui se trouve dans la

---

(1) Il nous est arrivé une fois de laisser passer ce résidu dans le premier flacon; mais nous avons été étonnés, après avoir filtré et fait évaporer la liqueur, d'obtenir du cyanure de mercure très-beau et bien cristallisé, de plus, des petits cristaux de sulfate de potasse qui s'étaient déposés à côté des cristaux de cyanure, mais séparément.



boule du tube de Welter; ce liquide a dissous une petite quantité d'acide hydrocyanique; on lave les tubes, on réunit les liqueurs, ainsi que celle contenue dans le premier et deuxième flacon; on bouche le flacon, et on agite pour faciliter la dissolution de l'oxide de mercure qui s'est déposé, et qui a échappé à la dissolution; on sature l'excès d'acide par une nouvelle quantité d'oxide, et lorsque la liqueur n'en dissout plus (1), on filtre à travers du papier Joseph, on réunit les liqueurs et les eaux de lavage du filtre, on fait évaporer doucement, et lorsqu'on aperçoit des rudimens de cristaux, on arrête l'évaporation, et on laisse refroidir lentement; on recueille les cristaux fournis, on les lave avec un peu d'eau distillée, on les met égoutter, puis sécher.

On fait évaporer les eaux-mères qui fournissent des cristaux moins gros, mais très-beaux; on les sépare des eaux-mères qu'on fait évaporer; mais comme ces eaux ont laissé dégager une petite quantité d'acide, et qu'il y a formation de sous-cyanure, on ajoute un peu d'acide hydrocyanique, et on laisse cristalliser.

Nous avons obtenu en agissant ainsi, et sur les quantités que nous avons données, de sept à huit onces de cyanuré de mercure.

Nous sommes convaincus que ce mode de préparation est économique, et qu'il mérite la préférence sur le procédé de Scheel, décrit dans le *Codex*, à l'article *Préparation de l'acide hydrocyanique et du cyanure de mercure*, pages 387 et 393.

La quantité d'acide sulfurique employée dans cette opération ne décomposant pas tout le prussiate de potasse, on peut tirer parti des résidus pour préparer du bleu de Prusse.

(1) La dissolution de l'oxide rouge par l'acide se fait avec la plus grande rapidité.

---

*Sur l'huile de Karapa de la Guyane, et sur son mode d'extraction ; par M. A. RICHARD.*

Les habitants de la Guyane française connaissent, sous le nom de Karapa, un très-grand arbre qui croît dans les forêts, et qu'Aublet a décrit et figuré sous le nom de *Karapa guyannensis*, dans son ouvrage sur les plantes de la Guyane (2. app. 32. t. 387). Cet arbre fait partie de la famille des méliacées. Ses feuilles réunies à l'extrémité des rameaux, sont alternes, paripinnées, longues souvent de plus d'un pied, et composées de quatre à douze paires de folioles opposées. Les fleurs naissent à l'extrémité des rameaux et forment plusieurs grappes pédonculées, beaucoup plus courtes que les feuilles. Ces fleurs très-petites, blanches, légèrement lavées de pourpre, répandent une odeur suave, analogue à celle du jasmin. A ces fleurs succède le fruit. C'est une capsule de deux à quatre pouces de diamètre, de couleur brune rouillée, globuleuse, avec une petite pointe au sommet, relevée de quatre côtes saillantes et bosselées ; à quatre loges renfermant chacune de deux à quatre graines, inégales, superposées et pressées mutuellement. Cette capsule finit par s'ouvrir en quatre vulves, à sa maturité complète.

Le karapa est commun dans les forêts de la Guyane et dans les bois de l'île de Cayenne. Son tronc est considéré comme très-bon pour la mâture. Son bois est blanc, à peu près comme celui du peuplier, de peu de dureté et d'un tissu assez grossier. Il a dans les colonies cet avantage que son amertume, qu'il conserve toujours, le garantit des in-

sectes xylophages et, entre autres, des *thermes*, on *poux de bois*.

L'infusion de l'écorce, dépouillée de son épiderme et surtout celle des racines, est très-amère. On l'emploie fréquemment au traitement des fièvres intermittentes, si fréquentes dans les contrées où croît le karapa.

C'est des graines de cet arbre que l'on retire l'*huile de karapa*. Voici quel est le mode de préparation généralement suivi : 1° On pèle proprement les graines nouvellement recueillies; on rejette celles qui sont altérées; on pile les amandes dans un mortier : la pâte qui en provient est exposée au soleil sur une planche inclinée et creusée en gouttière, au bas de laquelle est placé un vase pour recueillir l'huile qui s'écoule naturellement. Par ce procédé on obtient l'huile la plus belle, la plus pure et la plus épaisse. Mais elle doit être cuite, si elle est destinée à être gardée long-temps.

2° Le procédé qu'on suit le plus communément consiste à faire bouillir les graines dans l'eau. Après les avoir retirées, on les laisse pendant quelque temps perdre leur humidité et se ressuyer. Alors on les pèle, on réduit les amandes en pâte dans un grand mortier; on expose cette pâte comme dans le premier procédé, ou bien on la soumet à la presse, ce qui se pratique le plus souvent. L'huile ainsi obtenue est plus abondante, mais moins belle et moins pure que la première. On la fait bouillir, afin d'évaporer ce qu'elle contient d'humidité.

L'huile de karapa est incolore, surtout dans le premier procédé; elle est épaisse et souvent même presque concrète. Sa saveur est extrêmement amère et se conserve toujours. Si les vaisseaux qui la contiennent ne sont pas bien bouchés, elle devient par le temps jaunâtre et se rancit, mais sans

perdre ses propriétés. Transportée en Europe, elle prend ordinairement la consistance du beurre. Cette huile est très-bonne pour l'éclairage ; mais comme elle est plus rare à Cayenne, et par conséquent plus chère que celle d'Aouara (espèce de palmier), elle est moins employée à cet usage que celle-ci.

Elle est préférable à l'huile d'olive pour défendre de la rouille les instrumens et les ouvrages de fer ; elle l'est aussi pour les ressorts et les frottemens. En enduisant de cette huile le dessous des caisses et des malles on les garantit des poux de bois.

Les Indiens de la Guyane s'en servent pour délayer la fécule rouge de roucou, dont ils se frottent le corps et les cheveux, moins pour se parer, comme on le croit généralement, que pour préserver leur corps nu de la piquûre de plusieurs insectes fort incommodes. Aussi les peuplades qui en font usage sont-elles garanties de toute espèce de vermine.

L'usage le plus général de cette huile est d'en frotter les pieds pour les garantir de la piquûre et de la pénétration des chiques. (*Pulex penetrans*.)

Son odeur forte et sa saveur amère font qu'on l'emploie rarement à l'intérieur ; cependant c'est un anthelminitique très-paissant. On l'administre à la dose d'un à quatre gros. Elle est aussi fort utile dans le traitement des ulcères, en ce qu'elle en éloigne les mouches, qui ont coutume d'y déposer leurs larves.



## EXAMEN CHIMIQUE

*D'une urine d'un aspect laiteux ; par A. BLONDEAU.*

A la suite d'un voyage en Angleterre et en Russie, pour affaires de commerce, M. X..... revint à Paris sans avoir ressenti la plus légère indisposition. Peu de jours après son arrivée, il fut atteint d'une diarrhée et d'un catarre pulmonaire peu intense. Après huit jours de son séjour à Paris, il s'aperçut que ses urines étaient d'un blanc laiteux, un peu moins abondantes peut-être que de coutume ; mais leur émission avait lieu sans qu'il ressentît aucune douleur, aucun embarras dans les voies urinaires. M. X..... jugea cependant à propos de consulter M. le docteur Hervey de Chegoin, qui me remit pour l'examiner une certaine quantité de ce liquide.

Cette urine avait un aspect laiteux, et laissait déposer une substance blanche, comme caséuse, qui formait environ la moitié de son volume ; son odeur n'offrait rien de particulier : quarante-huit heures après son émission, elle rougissait le papier de tournesol.

J'ai filtré cette urine et lavé à l'eau distillée le dépôt, qui m'a offert tous les caractères de l'albumine. Insolubilité dans l'alcool, solubilité entière dans l'acide hydrochlorique qui s'est coloré en bleu violet très-foncé. Desséchée, cette matière albumineuse avait un aspect corné, et ne se dissolvait pas dans l'acide acétique, dans lequel elle se gonflait et devenait blanche et transparente.

J'ai fait évaporer en partie l'urine filtrée, et à la première impression de la chaleur il s'est encore séparé une quantité de flocons albumineux, qui, réunis après filtration à

ceux précédemment obtenus, ont été mis en contact avec l'alcool bouillant qui a dissous une quantité assez remarquable de matière grasse.

L'urine, privée de toute la substance albumineuse, a été évaporée à siccité; le résidu, traité par l'alcool, était composé des sels contenus ordinairement dans l'urine, et en outre d'un acide libre, car le papier de tournesol était sensiblement rougi par ce liquide.

J'ai désiré connaître la nature de cet acide, et à cet effet j'ai fait évaporer le solutum alcoolique à siccité, opération que j'ai réitérée deux fois pour obtenir le moins que possible des sels en solution. Enfin j'ai traité une dernière fois ce produit de l'évaporation par de l'alcool très-rectifié, qui a encore été évaporé au bain-marie jusqu'en consistance sirupeuse. J'ai alors repris cette matière par l'eau et filtré.

Quelques gouttes de sous-acétate de plomb versées dans la liqueur ont déterminé un précipité blanc très-abondant, qui a été recueilli sur un filtre et lavé, puis décomposé par l'acide hydrosulfurique. La liqueur séparée du sulfure ne rougissait plus le papier de tournesol, et ne formait aucun précipité avec l'eau de chaux. Il y a lieu de penser, dès lors, que cette urine ne contenait qu'une petite portion d'acide acétique, car tout autre acide eût été précipité par le sous-acétate de plomb, et eût donné des marques de sa présence après la décomposition du précipité par l'acide hydrosulfurique.

De ce qui précède on peut déduire que cette urine contenait de l'albumine en grande quantité, dont une partie se séparant par le repos, était unie à de la matière grasse; des sulfates, des hydrochlorates de soude et d'ammoniaque, et en général tous les élémens de l'urine humaine.

## DU REMÈDE SECRET, ET DE SA DÉFINITION;

*Lu à la section de Pharmacie, le 12 septembre 1829,*

PAR M. ROBINET.

On ne saurait contester que la direction nouvelle donnée aux esprits depuis quelques années, n'ait amené déjà des résultats importants, et ne doive conduire à d'autres plus grands encore. Le sentiment de sa propre valeur, réveillé dans chaque individu par une plus grande liberté et par une participation plus étendue aux affaires publiques, a conduit chacun à l'étude de ses droits et de ses devoirs. On s'est demandé de toutes parts ce qu'étaient les uns et ce qu'ils accordaient; ce qu'exigeaient les autres, et s'ils étaient proportionnés aux premiers. De cette recherche est résultée une sorte de clameur universelle, comme si l'on avait tout à coup entrevu des choses inconnues jusque-là; comme si l'on était parvenu pour la première fois à déchiffrer les lois qui nous régissent. On a vu qu'il eût suffi de bien les connaître et d'invoquer leur application, pour frapper beaucoup d'abus qui ne semblaient pouvoir être atteints que par des lois nouvelles.

N'est-ce point là ce qui vient d'arriver à la pharmacie? A-t-elle une autre législation, d'autres organes depuis quelque temps? Non, sans doute. Mais des pharmaciens zélés se sont agités dans l'intérêt général. Ils ont lu la loi, mesuré sa portée, et fait voir qu'elle n'était pas abrogée. Ils ont aussi montré les abus, ils les ont nommés, et leur poursuite ne s'est pas fait attendre.

Ce premier résultat en a amené un bien plus important. L'instruction d'un procès (1), le rapport des experts, les débats ont porté un jour tout nouveau dans cet amas de dispositions qui semblaient, par leur obscurité ou leur insuffisance, épargner tous les abus. On sait enfin qu'un jugement confirmé en appel a laissé force à la justice, et repoussé avec perte les accapareurs de la crédulité publique.

J'ai suivi avec soin cette procédure si importante, et me suis arrêté long-temps aux réflexions qu'elle fait naître. Depuis, nommé expert dans une affaire du même genre avec un de mes confrères, M. Thubeuf, nous avons eu occasion d'appliquer une partie des principes auxquels je m'étais arrêté. Aujourd'hui je me propose d'exposer ces principes et d'en tirer des conséquences.

L'article 32 de la loi de germinal an XI interdit aux pharmaciens la vente des remèdes secrets. L'art. 36 prohibe leur annonce. Le décret du 18 août 1810, plusieurs autres décrets postérieurs et plusieurs arrêtés ministériels, statuent sur la manière dont les remèdes secrets seront examinés et achetés par le gouvernement ou vendus par leurs auteurs. Eh bien ! dans cette foule de dispositions, on n'en trouve pas une seule qui donne la définition du *remède secret*, qui établisse ce qu'il est, en quoi il se distingue du remède qui ne l'est pas ; enfin, la loi prévoit et punit un délit qui n'est défini nulle part, et dont la détermination est remise aux chances d'une discussion judiciaire.

Ce n'est pas ainsi qu'a été rédigé le Code pénal. Quoiqu'assurément on ne pût se méprendre sur le sens du mot *vol*, l'art. 379 dit : *Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol*. Si la

---

(1) Voyez le *Journal de Chimie médicale*, tom. V, p. 292.



loi de germinal s'était exprimée d'une manière analogue en interdisant la vente et l'annonce du remède secret, nous n'aurions pas vu un tribunal, des experts, dont nous honorons tous le savoir et la bonne foi, des avocats, dont le talent est généralement reconnu, se débattre sur la définition d'un mot qui, au fond, constituait tout le procès; car si les remèdes dont l'annonce était poursuivie n'étaient pas secrets, il n'y avait plus de délit.

A défaut d'une définition légalement établie, les magistrats et les experts ont dû en chercher une dans l'esprit de la loi, dans les besoins de la société, dans les usages de la médecine et de la pharmacie. Voici celle qu'ils ont consacrée, et en vertu de laquelle ils ont appliqué les peines portées par la loi de pluviôse an XIII.

*Définition actuelle du remède secret.*

*Tout remède dont la formule n'est pas insérée au Codex, ou n'a pas été faite expressément pour un cas spécial par un docteur en médecine ou un officier de santé, ou n'a pas été achetée et publiée par le Gouvernement, est un remède secret. Ce qu'on peut traduire ainsi : Tout remède OFFICINAL dont la formule n'est pas insérée au Codex, ou n'a pas été achetée et publiée par le Gouvernement, est un remède secret. (Voy. la note 1.)*

Pour peu qu'on médite cette définition, et surtout qu'on cherche à l'appliquer aux différens médicamens dont nos officines sont garnies, on s'aperçoit bientôt qu'elle est insuffisante, et frappe de réprobation une foule de préparations officinales qui bien évidemment ne sont pas des remèdes secrets.

En effet, tous les pharmaciens n'ont-ils pas dans leurs

magasins le sirop de salsepareille simple, celui de quinine, de morphine? n'ont-ils pas une foule de teintures et d'alcoolats, médicamens dont on chercherait vainement la formule dans le *Codex*? En résulte-t-il que tous ces médicamens pourront être saisis, et que nous paierons 600 francs d'amende pour les avoir tenus préparés à l'avance dans notre officine? Une telle législation serait évidemment absurde; elle serait aussi contraire au bien du malade, qu'attentatoire à la liberté acquise au médecin d'ordonner à celui-ci tout ce qu'il juge nécessaire à sa guérison, et aux intérêts légitimes des pharmaciens, dont la mission spéciale consiste dans la préparation et la vente des médicamens. Enfin, pour démontrer que tel n'a pu être le vœu du législateur, il nous suffira de bien nous rendre compte de ce que c'est qu'un *remède secret*; car il en résultera que beaucoup de médicamens qui, d'après la définition du tribunal, devraient être considérés comme tels, ne sont cependant pas des remèdes secrets.

Le *Dictionnaire de l'Académie* dit qu'une chose secrète est une chose peu connue. Or, une chose ostensiblement appelée par son nom ne peut être réputée *peu connue*. Un nom qui donne une idée exacte, complète, de la nature ou de la composition d'un médicament, détruit pour lui la qualité de *secret*. Ces mots, *sirop de salsepareille*, ne laissent aucun doute sur la nature de l'objet auquel ils sont appliqués, parce qu'ils expriment complètement sa nature et sa composition. Ces autres mots, *graine de moutarde blanche*, ne suffisent pas moins pour enlever tous les doutes qui pourraient exister dans l'esprit. Si au contraire la première substance est désignée par ces mots, *sirop sudorifique*, et la seconde par ceux-ci, *graines jaunâtres*, il est évident que tout reste indéterminé, peu connu, c'est-à-dire *secret*. Dans le premier

cas, le nom exprime la nature ou la composition de la chose; dans le second, il exprime sa propriété ou sa qualité. L'esprit le plus vulgaire saisit aussitôt la différence, et prononce que le nom imposé fera du médicament un remède secret ou non secret.

Il semblerait résulter de ce que je viens de dire, que les noms *spécifiques*, exprimant une propriété ou une qualité, seraient nécessairement exclus de la nomenclature des médicaments officinaux. Il n'en peut être ainsi. Certaines compositions reçoivent dans leur préparation un trop grand nombre de substances, pour que le nom qu'on leur impose les indique toutes. Souvent il faudra dire: *teinture aromatique, sirop anti-scorbutique, potion émétique, emplâtre agglutinatif*. Mais cet inconvénient disparaît aussitôt que les noms dont il s'agit sont légalement consacrés. Leur insertion au *Codex* rend obligatoire la formule donnée par ce livre; nul ne peut s'en écarter. D'ailleurs, ces noms ont été appliqués aux médicaments qui les portent, par ceux qui tenaient de la loi la mission de déterminer la propriété spécifique probable de ces remèdes. Tout autre individu ne peut donner ainsi un semblable nom à un remède officinal; un pharmacien même ne le peut pas, car l'application de ce nom *spécifique* suppose la détermination de la propriété: celle-ci n'a pu avoir lieu que par l'expérimentation du remède sur des malades; toutes circonstances qui feraient sortir le pharmacien de sa mission légale, et le constitueraient en état de contravention.

#### *Publication officieuse des formules.*

Une difficulté se présente ici; c'est celle de savoir si la publication d'une formule dans un ouvrage ou un journal

quelconque détruit, pour le médicament auquel elle s'applique, la qualité de *secret*. Il me paraît facile de lever cette difficulté par les considérations suivantes.

Les pharmaciens ne pouvant être astreints à se procurer tous les ouvrages ou journaux dans lesquels une formule peut être insérée, n'auront jamais une connaissance *légal*e de cette formule. Il en résultera pour eux la faculté d'appliquer le nom spécifique de la composition à toute composition analogue, ou qui, dans l'opinion du pharmacien, remplirait le même but. De là l'inconvénient immense pour le médecin d'ignorer ce que son malade aura réellement pris; de là aussi l'impossibilité d'imposer aucune peine au pharmacien qui n'aurait pas exécuté fidèlement une formule ainsi publiée (1). Pour que le pharmacien soit responsable, il faudra que la formule ait été répétée en entier par le médecin sur son ordonnance; mais alors l'ordonnance seule aura un caractère légal; la formule imprimée sera purement scientifique. D'ailleurs, dans quel dédale de difficultés n'entraînerait-on pas les tribunaux et les experts, s'il fallait, pour constater une contravention de vente de remède secret, prouver que la formule n'a pas été exactement suivie? Sans doute, pour quelques-uns il serait possible d'arriver à des résultats assez précis pour fonder les arrêts de la justice; mais dans la plupart des cas où un grand nombre de plantes peu caractérisées auront dû entrer dans la composition du remède, comment prouvera-t-on que la formule n'aura pas été observée? Il paraît enfin évident qu'admettre qu'un remède ne serait plus secret parce qu'on en aurait publié la formule, se-

---

(1) Par exemple, sous ce nom, *sirop dépuratif*, on pourra donner vingt préparations différentes.



rait livrer aux charlatans, sans aucun obstacle, l'exploitation de la crédulité publique, puisque tous ceux qu'on a poursuivis jusqu'ici avaient pris cette précaution et fait insérer leurs prétendues formules dans des recueils scientifiques. (*Voyez la note 3.*) Le procès aurait donc eu pour objet, non pas de prouver que les prévenus avaient vendu ou annoncé des remèdes secrets, mais qu'ils n'avaient pas exactement suivi leurs formules publiées. On sent assez quelle différence énorme ressort de ces deux manières d'envisager la question.

Ainsi donc, je crois avoir démontré que la définition exacte, nécessaire, du remède secret, doit être ainsi conçue :

*Tout remède dont le nom n'indique pas complètement la nature et la composition, ou dont la formule n'est pas insérée au Codex, ou n'a pas été légalement publiée, ou n'a pas été faite pour un cas spécial par un docteur en médecine ou un officier de santé, est un remède secret ; ce qu'on peut traduire ainsi : Tout remède officinal dont le nom n'indique pas complètement la nature et la composition, ou dont la formule n'est pas insérée au Codex, ou n'a pas été légalement publiée, est un remède secret.*

#### *Publication légale des remèdes.*

Les considérations qui précèdent ayant établi la définition du remède secret, il convient d'examiner son application.

Il est bien clair qu'un médicament qui portera son nom naturel, ne sera pas un remède secret. Ainsi, toute drogue simple, tout médicament composé officinal, dont le nom indiquera complètement la nature et la composition, pourra

être vendu et annoncé par le pharmacien; exemples: *graine de moutarde blanche, sulfate de quinine, sirop de salsepareille.*

Tout médicament officinal dont la formule est insérée au *Codex*, peut être vendu et annoncé par le pharmacien, à la charge par lui de se conformer au *Codex*, soit pour la formule du médicament, soit pour le nom qu'il lui impose. La jurisprudence des tribunaux a suffisamment établi ce droit.

Enfin, pour les médicamens magistraux, le pharmacien ne pourra encourir aucune poursuite, toutes les fois que sa responsabilité sera mise à couvert par l'ordonnance du médecin ou de l'officier de santé.

Mais cet état de choses suffira-t-il à tous les besoins de la médecine et de la pharmacie? Non, sans doute. Nous pourrions bien, à la vérité, débiter les substances simples et les médicamens officinaux composés, dont les noms indiqueront complètement la nature et la composition; mais pour les autres, il semble, au premier abord, qu'il n'existe aucun moyen d'éviter la contravention. C'est ainsi qu'une *pommade antipsorique*, un *sirop pectoral*, une *poudre vermifuge*, une *potion anti-blennorrhagique*, ne trouveraient pas grâce devant les magistrats. Cependant il ne paraît pas impossible d'imaginer des préparations qui portent nécessairement ces noms, et qui offrent des qualités aussi réelles que beaucoup d'autres dont la formule est insérée au *Codex*, et dont on fait un usage journalier. Faudra-t-il que celui qui aura imaginé une telle composition se contente d'en publier la formule dans un recueil scientifique, et attende, pour en préparer une dose, que le médecin en

prescrive l'usage à son malade, quand bien même il faudrait huit jours pour la faire, quand bien même sa préparation ne pourrait avoir lieu que dans une seule saison de l'année? faudra-t-il enfin que, bon gré malgré, une préparation *officinale* devienne *magistrale*? En un mot, la loi a-t-elle pu dire qu'il n'y aurait pas d'autres *médicaments officinaux* portant un nom spécifique, que ceux dont la formule est insérée au *Codex*?

On sent tout ce qu'un pareil état de choses aurait de contraire au bon sens et à l'intérêt des malades. Je crois qu'il dépend de nous d'en sortir par un précédent. Je m'efforcerai de l'établir; voici sur quoi je prétends me fonder. (V. la note 2.)

Il résulte de l'art. 38 de la loi du 21 germinal an 11 qu'au Gouvernement appartient le droit de sanctionner la publication d'un *Codex* ou formulaire rédigé par les professeurs des écoles de médecine réunis aux membres des écoles de pharmacie.

L'article 1<sup>er</sup> du décret impérial du 25 prairial an 13 porte : La défense d'annoncer et de vendre des remèdes secrets, portée par l'art. 36 de la loi du 21 germinal an 11, ne concerne pas les préparations et remèdes qui, avant la publication de ladite loi, avaient été approuvés, et dont la distribution avait été permise dans les formes alors usitées. Elle ne concerne pas non plus les préparations et remèdes qui, d'après les avis des écoles ou sociétés de médecine, ou de médecins commis à cet effet depuis ladite loi, ont été ou seront approuvés, et dont la distribution a été ou sera permise par le Gouvernement, quoique leur composition ne soit pas divulguée.

Enfin l'ordonnance royale qui porte création de l'Aca-

démie royale de Médecine, l'a investie des attributions données par les articles précités aux écoles et aux sociétés de médecine.

Le Gouvernement appliquant une partie de ces différentes dispositions, a fait publier en 1816, par ordonnance royale, la nouvelle édition du *Codex*, qui est devenu le recueil légal des formules obligatoires.

Mais, si le Gouvernement a pu sanctionner ainsi un recueil de formules, il paraît évident qu'il a aussi le droit d'en retrancher une défectueuse, et d'en ajouter une nouvelle après avoir pris l'avis des autorités scientifiques compétentes. La loi n'a pu vouloir qu'entre deux éditions du *Codex*, il fût impossible de donner un caractère légal à une formule. Elle n'a pu dire, et ne dit pas en effet, que jusqu'au jour où un nouveau formulaire sera sanctionné par le Gouvernement, le *Codex* sera seul capable de fournir des ressources pour le traitement des maladies.

Il paraît résulter de ces considérations et des articles précités, qu'une formule étant proposée, elle devra être renvoyée par le ministre à l'Académie royale de Médecine. Sur son avis favorable, la formule sera sanctionnée par une ordonnance royale dans la même forme que celle qui a donné force de loi au *Codex*, et qui prescrira en outre l'insertion de cette formule dans la prochaine édition du *Codex*. L'insertion de cette ordonnance au *Bulletin des lois* lui donnera la publicité légale, et nul ne sera admis à se prévaloir de son ignorance, pas plus que l'homme le plus obscur n'est admis à s'excuser d'un délit quelconque, en alléguant l'ignorance de la loi et des réglemens.

En suivant cette marche toute légale, on évite l'applica-



tion si difficile du décret du 18 août 1810, et l'on donne à l'inventeur d'une chose utile le moyen légal d'en tirer les avantages auxquels il a droit de prétendre, sans établir cependant un monopole ou privilège quelconque.

On conçoit aussi qu'une telle voie ouverte pour les inventions réelles et vraiment utiles, met au néant les prétentions des nombreux charlatans qui nous inondent. Si leurs remèdes sont bons, qu'ils les fassent légalement publier; s'ils sont mauvais, que les prétendus inventeurs se retirent devant la loi et la respectent : aucun prétexte ne reste à leur coupable adresse, et les tribunaux peuvent les frapper, sans craindre de priver l'humanité d'un secours nécessaire.

### NOTES.

*Tribunal de police correctionnelle de Paris. — Audience du 2 mai.*

L'audience est ouverte par le réquisitoire du procureur du Roi. Après avoir rappelé la législation relative à la préparation et à la vente des médicaments, ce magistrat établit ce qu'on doit entendre par remède secret. Il en résulte que tout remède composé, dont la formule n'est pas insérée au Codex, ou n'a pas été achetée et publiée par le Gouvernement, ou n'a pas été faite pour un cas spécial par un homme de l'art, doit être considéré comme remède secret, et se trouve compris dans la prohibition portée par les articles 32 et 36 de la loi du 21 germinal an 11. Il établit, de plus, que la publication d'une formule quelconque ne peut mettre à couvert les vendeurs de ces remèdes, soit parce que rien ne garantit la bonne foi de cette formule, soit parce qu'elle ne crée pas le droit de préparer à l'a-

*vance et d'avoir en provision, pour être distribuées à tout venant, les drogues qu'on prétendrait avoir faites d'après elle.*

Le 9 mai, le jugement suivant a été prononcé :

« Attendu qu'en principe les lois sur la pharmacie et l'exercice de la médecine, dans l'ensemble de leurs dispositions, ne reconnaissent d'autres remèdes ou préparations pharmaceutiques autorisés, que les remèdes officinaux ; c'est-à-dire, ceux qui, exigeant une préparation plus ou moins longue, et étant d'un usage plus habituel, doivent être tenus par les pharmaciens dans leurs officines, et ne peuvent être composés qu'en conformité exacte des formulaires des écoles de pharmacie, afin que la surveillance, et les visites ordonnées pour constater leur état de conservation, puissent facilement être exercées par les inspecteurs chargés de la police de la pharmacie ; les remèdes magistraux, c'est-à-dire ceux qui sont instantanément préparés par un pharmacien sur une ordonnance formulée d'un médecin, pour les individus, et dans le cas spécial pour lequel cette ordonnance a été faite ; et enfin les remèdes particuliers, dont les inventeurs, auteurs ou compositeurs ont obtenu du Gouvernement un brevet avec autorisation d'annonce, de débit et de vente ;

*Attendu que toute préparation pharmaceutique qui n'est pas comprise dans cette classification, doit légalement être considérée comme un remède secret, dont, dans l'intérêt de la santé publique, les lois prohibent, répriment et punissent l'annonce, la distribution et la vente ; que la publication dans quelques ouvrages scientifiques, dans des journaux ou prospectus, de la formule plus ou moins détaillée et exacte de remèdes particuliers, non plus que leur identité prétendue ou même vraie avec d'autres remèdes autorisés, si cette identité est déguisée sous d'autres dénominations nouvelles ou inconnues, ne sauraient les faire considérer comme n'étant plus des remèdes que la loi répute secrets, et faire exempter les personnes qui les annoncent, débitent ou vendent, des peines attachées à ses infractions, etc., etc. »*

Enfin il suffira, pour faire sentir combien il importe de rectifier dès son origine une fausse jurisprudence, de rapporter les considérans du jugement prononcé le 20 octobre dernier, par le tri-

bunal de police correctionnelle de Fontainebleau, et calqués sur ceux du tribunal de Paris. Il s'agissait de la vente et de l'annonce de remèdes secrets.

« Le tribunal,

» Considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats, que l'envoi, etc., est antérieur au jugement du tribunal correctionnel de Paris, qui condamne Giraudeau à 600 francs d'amende et aux frais, par application de l'art. 36 de la loi du 21 germinal an xi, et du décret du 20 pluviôse an xiii, pour avoir annoncé par une multitude de prospectus, placards et affiches, *des préparations médicamenteuses dont la formule ne se trouve pas dans le Codex, et qui, par cela même, sont réputées remèdes secrets, etc.*

» En ce qui touche Audin-Rouvière;

» Considérant, en principe, que les lois sur la pharmacie et l'exercice de la médecine, ne reconnaissent que trois sortes de remèdes ou préparations pharmaceutiques, savoir : *les remèdes officinaux, qui seuls peuvent être tenus à l'avance par les pharmaciens, et ne doivent être composés qu'en conformité exacte des formulaires des écoles de pharmacie; les remèdes magistraux, c'est-à-dire ceux qui sont instantanément préparés par un pharmacien sur une ordonnance formulée par un médecin, dans le cas spécial pour lequel elle a été faite; et enfin, les remèdes particuliers, que le Gouvernement a jugé utile de publier dans l'intérêt de tous, et dont il a acquis la recette de l'inventeur;*

» Que dès-lors toute préparation pharmaceutique, non comprise dans la classification sus-énoncée, doit légalement être considérée comme *remède secret*, dont les lois prohibent, dans l'intérêt de la santé publique, la distribution et la vente, etc. »

#### NOTE II.

Pour y parvenir, j'ai demandé à l'Académie royale de Médecine, par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur, la *publication légale d'une formule*. Le médicament auquel elle se rapporte serait nécessairement un *remède secret* sans cette formalité : 1° parce que

son nom ne peut pas exprimer complètement sa nature et sa composition ; 2<sup>o</sup> parce que le *Codex* n'en fait pas mention ; 3<sup>o</sup> enfin, parce que ce médicament devant être toujours préparé à l'avance, est inévitablement un *remède officinal*.

Il est d'ailleurs évident qu'un *précédent* établi par l'Académie et sanctionné par l'autorité, pourra être invoqué par les magistrats, et opposé aux contrevenans ; tandis qu'une *théorie* n'aurait aucune valeur, quel que soit son auteur, jusqu'à ce qu'elle ait été appliquée légalement. Il n'est pas moins clair que le moyen d'éviter toute erreur est de faire établir ce précédent par l'Académie, qui est le corps le plus compétent en cette matière.

Enfin, quelle meilleure garantie peut-on désirer contre le charlatanisme, que l'Académie de Médecine elle-même qui se trouve ainsi seule investie du droit d'accorder ou refuser la *publication légale* d'un remède ; publication sans laquelle il ne pourra pas être *vendu*, et encore moins *annoncé*, puisqu'il serait considéré comme *remède secret*, et poursuivi comme tel ?

## NOTE VII.

Le passage suivant est extrait de l'une des plaidoiries prononcées le 2 mai dernier. Il sera voir où nous serions conduits par l'admission du principe, que la *publication officielle de la formule enlèverait au médicament la qualité de secret*.

« Passant à l'article 36, seul sanctionné par la loi du 29 pluviôse an 13, le défenseur examine l'économie de la législation relative aux remèdes secrets. Il établit qu'au 1<sup>er</sup> juillet 1811, il ne dut plus exister que trois sortes de remèdes : ceux déjà compris dans le *Codex*, ceux achetés par le Gouvernement, et ceux publiés volontairement et gratuitement par les inventeurs. Tous brevets ou autorisations antérieurs à cette époque, ou délivrés depuis, sont donc autant d'illégalités qu'il importe de signaler, parce qu'elles consacrent le monopole et le secret, là où la loi précisément a voulu la publicité et la concurrence. En s'appuyant sur ce raisonnement, M<sup>e</sup> Mermillod soutient que ses clients ont satisfait au vœu de la loi, loin d'y contrevenir, en livrant au domaine public



le fruit de leurs travaux, et en dotant l'humanité souffrante de découvertes dont ils étoient en droit de faire acheter le secret. »

L'une de ces publications avait eu lieu sur la couverture d'un numéro des *Archives générales de Médecine*.

### NOUVEAU PROCÉDÉ

Pour la préparation de l'*alcool sulfureux* du docteur Jadelot, ou *liniment hydro-sulfureux savonneux*, par M. BÉRAL, pharmacien.

Pr. : Huile d'olive..... 10 onces. 5 gros.

Savon en poudre..... 4

Hydrolé de sulfure de potasse à

parties égales

TOTAL. . . . 16 onces, 8 gros.

Mettez le savon dans un mortier de verre; délayez-le avec l'hydrolé pour en former une pâte, et ajoutez l'huile peu à peu.

Le sulfure de potasse forme la base médicamenteuse de cette composition, et y figure pour un seizième.

Ce mélange s'altère promptement par le contact de l'eau, dont l'oxygène fait passer le sulfure à l'état de sulfite sulfuré.

On doit en conséquence le considérer comme un médicament magistral, et ne le préparer qu'à mesure du besoin.

C'est ce que permet de faire la formule ci-dessus apposée, parce que l'exécution en est prompte et facile, et qu'il en résulte un produit dont les élémens sont exactement mélangés, et la consistance appropriée à l'usage qu'on s'agit en faire.

## SOCIÉTÉS SAVANTES.

*Institut.*

Séance du lundi 7 décembre. M. Ballard adresse une note sur le chlorure de chaux : nous la ferons connaître.

M. Sérullas lit un mémoire intitulé : *De l'action des différens acides sur l'iodate neutre de potasse, suivi d'un nouveau moyen pour obtenir l'acide iodique*. Nous en donnerons un extrait.

MM. Savart et Magendie font un rapport sur un mémoire de M. Deleau, sur l'emploi de l'air atmosphérique dans le diagnostic, le pronostic et le traitement de la surdité, causée par les maladies chroniques de l'oreille moyenne. Plusieurs maladies de l'arrière-bouche et des fosses nasales peuvent produire une oblitération ou un rétrécissement du pavillon ou du canal même de la trompe d'Eustache. M. Deleau, considérant que la membrane muqueuse qui tapisse l'oreille moyenne possède le degré de sensibilité nécessaire pour pouvoir supporter sans douleur le contact de l'air atmosphérique, a pensé que des injections d'air ne seraient nullement dangereuses, et que, par la différence des bruits qu'elles occasionneraient, lorsqu'elles arriveraient ou non dans le fond de la caisse, on pourrait reconnaître si la surdité dépend d'un simple rétrécissement ou d'une destruction de la trompe. A cet effet, il introduit par les fosses nasales une sonde creuse de gomme élastique, jusque dans la trompe d'Eustache; ensuite, au moyen d'une pompe qui comprime l'air dans un réservoir, muni d'un manomètre, il

poussé de l'air dans la sonde. L'on conçoit que, si la trompe n'est pas entièrement obstruée, ou que si l'obstacle est de nature à céder, l'air doit pénétrer jusque dans la caisse, et de là refluer sur lui-même, en se frayant une route rétrograde, contre les parois de la trompe et celles de la sonde. Par ce procédé on reconnaît l'état pathologique de l'oreille moyenne, en faisant attention : 1<sup>o</sup> à la nature des bruits que le courant d'air détermine ; 2<sup>o</sup> en observant avec soin les changemens que ces injections produisent sur la faculté d'entendre ; 3<sup>o</sup> en tenant compte de leurs effets sur la sensibilité. Cette injection de l'air dans une oreille saine ne produit aucune sensation douloureuse ; il en résulte seulement un léger engourdissement dans l'oreille, sans que la faculté d'entendre soit diminuée ou altérée en rien. MM. les rapporteurs pensent que l'auteur a rendu un véritable service à l'art de guérir, par l'invention ingénieuse des injections de l'air dans la surdité, et que son travail mérite l'approbation de l'Académie.

M. le docteur Lugol adresse un mémoire sur l'emploi et les bons effets des bains iodurés, dans les maladies scorbutiques.

La section de chimie déclare qu'il y a lieu à remplacer M. Vauquelin ; cette opinion est adoptée au scrutin secret.

M. Giron de Buzaringue adresse deux observations sur la reproduction des animaux domestiques, qui tendent à prouver que l'étalon doit avoir sailli une ou deux femelles avant de l'accoupler avec celle qu'on lui destine, lorsqu'on veut obtenir des femelles ; ainsi, les femelles qui reçoivent les premières l'accouplement, procréent plus spécialement des mâles que des femelles, et vice versa.

Séance du 21 décembre. M. Pelletier annonce qu'il a déjà

fabriqué plus de quinze quintaux de très-beau sulfate de magnésie, et de des calcaires magnésiens dont il existe en France divers gisemens qui n'ont pas été connus jusqu'ici. Sous peu il enverra une note sur les procédés dont il fait usage.

M. de Boisbertrand soumet à l'examen de l'Académie un procédé pour rendre impossible la fabrication des faux billets de banque. Il consiste à frapper un timbre sec, par un même coup, des deux côtés du billet. Renvoyé à la commission chargée de s'occuper des moyens d'éviter les faux en écriture.

M. Chevreul fait un rapport très-favorable du mémoire de M. Sérullas, sur l'action des acides sur l'iodate de potasse neutre. L'insertion en est ordonnée dans le recueil des mémoires des savans étrangers.

M. Sérullas lit une note dans laquelle il fait connaître, 1° un procédé pour obtenir l'acide iodique en grande quantité et bien cristallisé; 2° que les acides doubles désignés par Davy sous les noms d'acides iodo-sulfurique, iodo-nitrique et iodo-phosphorique, n'existent point.

Séance du 28. M. Durand adresse une notice sur un enfant bicéphale, né à Ortez, en France, soixante-douze jours après Ritta-Christina. Cette monstruosité offre, 1° deux colonnes dorsales qui, partant de l'os sacrum, s'écartent de plus en plus, de manière que les deux épaules contiguës sont séparées; 2° deux poulmons; 3° deux cœurs bien séparés; 4° deux estomacs et deux duodénium; 5° deux foies et deux vésicules du fiel; 6° deux reins; 7° une seule vessie; 8° une seule matrice.

M. Julia-Pontenelle présente une notice sur les frères



Siamois et sur Ritta-Christina, accompagnée de deux lithographies, représentant ces monstruosités.

M. Marcel de Serres annonce que dans les cavernes de Fauzan, il a reconnu une nouvelle espèce d'ours encore plus grande que l'*Ursus spelæus* de M. Cuvier, qu'on y trouve également.

L'Académie procède à l'élection d'un candidat pour la place de professeur de chimie appliquée aux arts, vacante au Muséum d'histoire naturelle par le décès de M. Vauquelin; M. Chevreul est élu.

La section de chimie présente les candidats pour la place vacante dans son sein par la mort de M. Vauquelin. Ce sont MM. Clément, Sérullas et Pelletier *æquo*, Langier et Caventou.

Sur 57 votans, au premier tour de scrutin, M. Clément a obtenu 19 suffrages; M. Sérullas, 15; M. Pelletier, 10; M. Langier, 9; MM. Ségalas et Caventou, chacun 1.

Au deuxième tour, les suffrages ont été ainsi partagés : M. Clément, 25; M. Sérullas, 23; M. Pelletier, 5; M. Langier, 3.

Le scrutin de ballottage ayant donné à M. Sérullas 32 voix, et à M. Clément 24, la nomination de M. Sérullas sera soumise à l'approbation du Roi.

### *Académie royale de Médecine.*

Séance du 13 novembre. M. Virey, au nom d'une commission, lit un rapport sur des sangues envoyées du Sénégal au ministre de la marine. La commission établit, 1<sup>o</sup> que des sangues forment une espèce différente de la sangue officinale de notre pays, 2<sup>o</sup> qu'on peut aisément la transporter

au loin dans de la terre argileuse humectée, ce qui peut les rendre propres au service de la marine et à l'approvisionnement des colonies; 3° comme elles tirent moitié moins de sang que nos sangsues ordinaires, il faut les appliquer en nombre double pour avoir un même effet.

M. Hervey de Chégoin fait part d'une observation relative à une imperforation congéniale complète de l'utérus avec absence totale du col, de laquelle il était résulté une rétention des règles pendant dix-sept ans. Le liquide contenu dans le corps de la matrice fut évacué par une ponction faite par le vagin; la quantité du liquide ne répondait point au volume de la matrice.

M. Jadelot présente une pièce pathologique, provenant d'une fille de sept ans, succombée à la suite d'une affection du cœur non douteuse. Cette pièce présente une maladie du cœur dont les altérations principales sont les suivantes : Le péricarde contient dix onces de sérosité; l'oreillette droite forme à elle seule la moitié du volume du cœur. Elle contient un caillot du volume du poing; ses colonnes charnues sont très-fortes. Le ventricule droit est presque entièrement oblitéré par l'hypertrophie concentrique de ses parois qui ont presque un pouce d'épaisseur à la base; sa cavité vide peut à peine recevoir la seconde phalange du pouce. Elle communique par un canal étroit et long de huit lignes avec l'artère pulmonaire. Celle-ci est fermée à son orifice par une membrane de tissu jaune, élastique, offrant à son centre une ouverture d'une ligne et demie de diamètre : de cette disposition a dû résulter un obstacle à la circulation pulmonaire, qui a été la cause de la dilatation de l'oreillette droite.

Le ventricule gauche est vide, et double à peu près en

capacité, du ventricule droit. L'oreillette gauche est un peu moins spacieuse.

*Séance du 1<sup>er</sup> décembre.* M. le professeur Orfila lit une note de médecine légale, sur de *l'arsenic retrouvé dans les débris d'un cadavre, après sept ans d'inhumation* (*Voyez le premier numéro de janvier 1830 de notre journal.*)

M. Devillier communique une lettre du docteur Gérardin, qui annonce avoir substitué avec succès, dans le traitement des fièvres intermittentes, le *sulfate de salicine au sulfate de quinine*.

*Séance du 8 décembre.* M. Orfila communique des expériences sur l'oxidation de l'arsenic à froid (*Voyez le premier numéro de janvier.*)

MM. Boullay et Delens font un rapport sur trois mémoires relatifs à des accidens produits par des sels de mauvaise qualité. Un de ces mémoires est de M. Lemercier d'Epernay; l'autre, de M. Leroy de Bonneville, juge de paix à Sézanne; le troisième est de M. Commesny, pharmacien à Reims. Les accidens ont été des gastro-entérites avec nausées, diarrhées muqueuses, bouffissures de la tête, inflammation de la conjonctive, des extrémités; faiblesse générale, ou chez d'autres personnes, douleurs à la plante des pieds, céphalalgie, etc. L'analyse a démontré aux commissaires et à M. Sérullas, que ces sels contenaient de l'hydriodate ioduré de soude, dans la proportion d'un et demi pour cent, et que l'iode combiné à la soude et non à la potasse, et étant à l'état d'hydriodate *ioduré*, pouvait être cause des accidens observés; cet hydriodate est ordinairement étranger au sel marin; sa présence peut être la suite d'une évaporation à siccité de l'eau salée, ou de ce que ce sel provenait de celui que le commerce retire des salpêtriers: il convien-

draient, d'après les rapporteurs, d'essayer le sel en versant dessus quelques gouttes d'acide sulfurique qui décèleraient la présence de l'iode; si elle était constatée, il faudrait purifier le sel, en l'arrosant d'un peu d'eau et le laissant égoutter dans des tonneaux percés à leur base.

*Séance du 15 décembre.* M. Pravaz annonce par une lettre, qu'il a essayé à l'école vétérinaire d'Alfort les moyens mécaniques qu'il a proposés contre l'absorption du virus rabique, qui sont, 1<sup>o</sup> la ventouse à injection qui extrait le virus, empêche l'absorption et lave la plaie; 2<sup>o</sup> et particulièrement la cautérisation par la pile galvanique. D'après ces expériences, M. Pravaz pense que le galvanisme, non-seulement neutralise les virus à la surface des plaies, mais encore prévient leur absorption en déterminant une stase des fluides dans les systèmes capillaires. Il le préfère au cautère actuel ou potentiel, comme moins effrayant, et comme pouvant être mieux dirigé dans son action; cette action étant en raison de la durée de l'application du galvanisme.

---

Nos abonnés recevront avec le prochain Numéro le portrait de M. Vanquelin.